

Chambre des Représentants.

SÉANCE DE 10 SEPTEMBRE 1919.

Projet de loi

réglant les opérations électorales en vue du prochain renouvellement
des Chambres législatives.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 9 mai dernier a établi, en vue des élections législatives prochaines, un régime spécial en ce qui concerne l'électorat. Les changements que cette loi apporte, temporairement, à la législation en vigueur ont pour effet de rendre nécessaires ou utiles quelques modifications aux dispositions réglant les opérations du vote.

Sauf en ce qui concerne l'organisation du scrutin dans les régions de l'Allemagne occupée par l'armée belge, les modifications que doivent subir certaines dispositions des Titres IV à XI du code électoral pour en permettre l'application lors des prochaines élections, sont de minime importance.

Elles sont indiquées ci-après à la suite de la mention de l'article du code électoral auquel elles se rapportent.

Art. 138. — Par application du principe établi par l'article 48 de la Constitution, qui porte que le vote a lieu à la commune sauf les exceptions à déterminer par la loi, l'article 138 permet de réunir à une autre les communes qui comptent moins de cent habitants. Le projet étend l'application de cette mesure aux communes où les dévastations de la guerre ont rendu impossible l'organisation du vote sur leur territoire. Il propose de charger le Roi de désigner les communes qui se trouvent dans ce cas et de déterminer les conditions dans lesquelles cette mesure sera exécutée. Il s'agit en effet de mesures d'exécution que le Gouvernement prendra en tenant compte d'une situation qui se modifie chaque jour et de circonstances qui varient de localité à localité.

Art. 139. — Cet article qui détermine le nombre d'électeurs que peut comprendre une section de vote, tient compte du nombre de voix que les électeurs peuvent émettre.

Lors des prochaines élections, chaque électeur ne pourra émettre qu'un vote. Le temps qu'il passera dans l'isoloir sera donc considérablement réduit. D'autre part, la remise des bulletins à l'électeur et le dépôt de ces bulletins dans les urnes se fera plus rapidement, le bureau n'ayant pas à vérifier, pour chaque votant, le nombre des bulletins à remettre et à déposer. Dans ces conditions, il semble que le nombre maximum des électeurs réunis dans une section puisse être porté à 600.

Art. 140. — Le nombre des sections de vote qui, d'après cet article, peuvent être convoquées dans les salles faisant partie d'un même édifice est limité à cinq.

Certaines grandes villes, tout en disposant de vastes immeubles, ne possèdent qu'un nombre relativement restreint de bâtiments publics où des bureaux électoraux peuvent être établis. L'expérience a prouvé qu'il ne peut y avoir d'inconvénient à réunir plus de cinq sections dans un même bâtiment.

Art. 143, 146 et 151. — Les dispositions du code électoral qui règlent la formation des bureaux de vote prescrivent de désigner des électeurs à trois voix et, à leur défaut, des électeurs à deux voix. Comme lors des élections prochaines chaque électeur ne disposera que d'un vote, ces dispositions deviennent sans objet.

A l'article 143, qui règle la désignation des présidents des bureaux de vote, il n'y a pas lieu de remplacer la condition indiquée par une autre condition écartant les électeurs illettrés, attendu que le choix du magistrat chargé de nommer les présidents des bureaux est libre, mais les articles 146 et 151, qui s'occupent de la désignation des assesseurs, précisent l'ordre dans lequel les électeurs doivent être appelés à siéger, d'après l'âge d'abord, et ensuite d'après le nombre des votes dont ils disposent. Pour éviter que l'observation de l'ordre prescrit par la loi, et qui doit être rigoureusement observé, n'amène la désignation d'assesseurs illettrés qui seraient incapables de s'acquitter convenablement de leur mission, il convient d'imposer la condition de savoir lire et écrire pour permettre au président d'écarter les illettrés; une disposition analogue figure déjà dans la loi du 12 septembre 1893 sur les élections communales.

Art. 155. — La partie finale de l'avant dernier alinéa, que le projet propose de supprimer, est devenue inutile. Chaque électeur votera en effet, lors des élections prochaines, pour les deux Chambres et ne disposera que d'une seule voix pour chacune d'elles.

La suppression du dernier alinéa de l'article qui prescrit la reproduction sur les lettres de convocation des instructions à l'électeur et d'une série de dispositions du code électoral, est proposée pour permettre, dans un but d'économie, de réduire le format des convocations.

Art. 163 et 167. L'article 163 porte que les candidats doivent être présentés au moins quinze jours avant le jour fixé pour le scrutin.

Pour permettre l'application du litt. H de l'article 2 du projet qui porte

que l'élection dans le territoire occupé aura lieu trois jours avant celui qui est fixé pour les opérations du vote en Belgique, il est indispensable d'avancer d'un nombre égal de jours la date de la présentation des candidats.

Ce n'est qu'après l'expiration du délai de présentation des candidatures que les listes de candidats peuvent être arrêtées et que les bulletins de vote peuvent être imprimés. Le code électoral a réduit le plus possible le temps qui s'écoule entre la présentation des candidats et le scrutin, et comme les opérations du vote commencent trois jours avant la date de l'élection en Belgique, il faut augmenter d'autant le délai prévu par le code électoral.

Les modifications apportées aux autres délais fixés par les articles 163 et 167 ne sont que la conséquence du changement apporté à la date à laquelle les présentations de candidats doivent avoir lieu.

Art. 169. — Les bulletins de vote, doivent aux termes de l'article 169, être imprimés sur papier de couleur pour le Sénat et sur papier blanc pour la Chambre. L'article 193 porte que la couleur du papier électoral sera déterminée par arrêté royal; un arrêté du 3 mai 1898 reproduisant, en ce qui concerne la couleur du papier, les dispositions de l'arrêté du 23 juillet 1894, prescrit l'emploi de papier blanc pour la Chambre des Représentants, et de papier rose pour le Sénat.

Il serait impossible, dans les circonstances actuelles, de se procurer les quantités nécessaires de papier réunissant les conditions requises pour la confection des bulletins de vote et ayant la couleur prescrite. Le Gouvernement dispose du papier nécessaire pour assurer l'élection, mais il se verra dans l'impossibilité d'employer du papier de la même nuance pour l'élection des membres d'une même assemblée. Il aura soin toutefois de fournir du papier de nuance différente pour les deux Chambres dans chaque collège, et d'observer la prescription de l'article 193 qui porte que la couleur du papier doit être la même dans un même collège.

Art. 171. — L'article 171 porte qu'il y a au moins un compartiment isoloir par cent électeurs. La disposition de cet article était en concordance avec celle de l'article 139 qui fixe le nombre maximum des électeurs que peut comprendre une section de vote. Le nombre des électeurs réunis dans une même section étant augmenté, il est logique d'accroître également le chiffre qui sert de base à la fixation du nombre des compartiments isoloirs. Chaque électeur n'ayant à remplir qu'un seul bulletin par Chambre, il demeurera moins longtemps dans l'isoloir et l'on peut, par conséquent, augmenter le nombre des électeurs qui utiliseront chacun des compartiments.

Art. 174. — La modification proposée à cet article est justifiée par le fait que chaque électeur ne disposera que d'un vote pour chaque Chambre lors des prochaines élections.

Art. 179. — La disposition que le projet propose d'ajouter à l'article 179 règle la répartition entre les bureaux de dépouillement fonctionnant dans chaque arrondissement électoral, des bulletins déposés par les électeurs appartenant à l'armée d'occupation.

Les enveloppes, fermées, contenant chacune un bulletin, seront remises, conformément au litt. L de l'article 2, au président du collège électoral. Ces enveloppes renferment, les unes un bulletin pour la Chambre, les autres un bulletin pour le Sénat. Elles seront envoyées exclusivement à des bureaux de dépouillement établis au chef-lieu de l'arrondissement électoral. Le président enverra cent enveloppes pour la Chambre et cent enveloppes pour le Sénat aux bureaux de dépouillement du chef-lieu en commençant par ceux qui portent le numéro le moins élevé. Le dernier bureau appelé à dépouiller des bulletins déposés par des militaires du corps d'occupation ne recevra en général qu'un nombre d'enveloppes inférieur à cent. Dans l'hypothèse, peu probable, où après attribution de cent enveloppes pour chaque Chambre à tous les bureaux de dépouillement du canton, il resterait encore des enveloppes non attribuées, les enveloppes restantes seraient réparties jusqu'à épuisement entre tous les bureaux.

Chaque bureau de dépouillement fonctionne dans le local où a siégé le bureau de vote dont son président faisait partie. En faisant déposer dans ce local, au cours des opérations du vote, les enveloppes contenant les bulletins que le bureau devra dépouiller, on prévient tout retard et toute complication dans la transmission des plis.

En règle générale, tous les bureaux de dépouillement du chef-lieu n'auront pas à dépouiller des bulletins déposés par des militaires retenus en Allemagne. Pour éviter que certains de ceux qui ne doivent pas en recevoir hésitent à commencer le dépouillement croyant à un retard dans la remise des enveloppes, le projet de loi charge le président du collège électoral d'avertir les bureaux de dépouillement du chef-lieu qui n'auront pas à en recevoir.

Art. 180. — Les deux premiers alinéas de l'article 180 prescrivent l'ouverture des enveloppes à soufflet contenant les bulletins de vote, le dénombrement de ceux-ci et l'inscription au procès-verbal des constatations faites.

Ce n'est qu'après l'achèvement de ces opérations, mais avant l'examen des bulletins, que les enveloppes qui renferment des bulletins déposés par des électeurs appartenant à l'armée d'occupation peuvent être ouvertes.

Les opérations prescrites par l'alinéa que le projet propose d'ajouter à l'article 180 ont pour but d'assurer le secret du vote. En mêlant tous les bulletins avant de les ouvrir on empêche les membres du bureau et les témoins de se rendre compte dans quel sens les électeurs militaires ont voté.

Le procès-verbal constate le nombre de bulletins militaires que le bureau a reçus. Ce nombre doit concorder évidemment avec celui des enveloppes transmises par le président du collège électoral, si aucune irrégularité n'a été commise. Dans le cas où il en serait autrement, par exemple si l'une des enveloppes n'avait pas contenu de bulletin, le procès-verbal devrait mentionner le fait.

ART. 2.

L'article 2 organise le système d'après lequel les membres de l'armée

d'occupation ayant la qualité d'électeur, seront appelés à prendre part au vote.

Le projet applique, dans la mesure que permettent les circonstances, les principes sur lesquels sont basées les dispositions du code électoral.

La qualité d'électeur, aux termes de l'article 2 du code électoral, est constatée par l'inscription sur les listes électorales. Pour établir cette qualité à l'égard des électeurs militaires retenus en Allemagne, le projet prévoit la délivrance d'un certificat dont l'autorité militaire enverra la formule aux administrations communales qui le complèteront en indiquant, le cas échéant, que l'intéressé figure sur les listes des électeurs.

La confection de ces certificats ne pouvait pas être confiée aux administrations communales qui ignorent, en général, si des électeurs de la commune appartiennent au corps d'occupation et si ces électeurs seront encore en pays occupé le jour du scrutin.

La plupart des électeurs militaires seront renseignés sur le lieu de leur inscription sur les listes et pourront l'indiquer à l'autorité chargée de transmettre la formule du certificat. Ceux qui réunissent les conditions de l'électorat, ou qui croient les réunir, et qui ignorent s'ils sont inscrits sur les listes, indiqueront la commune où ils estiment qu'ils ont été portés sur les listes. Le projet prévoit ces deux hypothèses en disant : « sont ou doivent être inscrits ».

L'administration communale qui reçoit une formule concernant un militaire qui n'est pas inscrit sur les listes de la commune, la transmet, d'urgence, à la commune où l'intéressé *pourrait* être inscrit. Généralement l'erreur dans l'envoi des formules proviendra d'une interprétation inexacte des dispositions légales concernant le domicile électoral et les indications du registre de population permettront de déterminer la commune où l'inscription a pu se faire. Il ne faut pas, en effet, que le droit à l'inscription sur les listes de la commune à laquelle la formule est transmise, soit certain ; c'est pour ce motif que le projet de loi se sert des termes « semble être celle où il a droit de figurer sur les listes électorales ».

Ce n'est que lorsqu'une administration ne possède aucune indication au sujet du lieu où l'intéressé pourrait être inscrit qu'elle doit renvoyer la formule au commissaire d'arrondissement après y avoir inscrit la mention : « ne figure pas sur les listes électorales de la commune de... ». Elle doit y inscrire cette mention même dans le cas où une inscription analogue faite par une autre administration communale y figurerait déjà.

Toutes les formules de certificat envoyées aux communes d'un même arrondissement administratif se concentrent chez le commissaire de cet arrondissement. Ce fonctionnaire les transmet au président du collège électoral. Si son arrondissement fait partie d'un collège électoral pour la Chambre des Représentants réuni, pour l'élection des sénateurs, à un autre arrondissement pour la Chambre, les formules de certificat doivent être transmises au président du collège pour la Chambre, même si le bureau principal de ce collège n'est pas le bureau principal de l'élection sénatoriale.

L'envoi au juge de paix d'une liste des électeurs militaires retenus en Alle-

magne a pour but d'éviter qu'ils ne soient indûment condamnés pour abstention au vote .

Le groupement des électeurs pour la formation des sections de vote est une mesure qui ne peut être prise qu'à une époque aussi rapprochée que possible de l'élection. Elle dépendra de la composition et de l'emplacement des troupes, du nombre et de la répartition des électeurs présents sous les armes, des moyens de communication qui existent entre les postes, des locaux dont l'autorité militaire dispose. En tenant compte de ces circonstances, on réduira autant que possible le nombre des circonscriptions électorales militaires, pour ne pas compliquer inutilement les opérations, mais on évitera de réunir dans une même section plus de 500 électeurs afin de ne pas prolonger outre mesure la durée de la séance.

Le projet ne règle pas les détails de l'organisation des opérations du vote : convocation des électeurs, fixation de l'heure d'ouverture et de clôture du scrutin, etc. Il convient de confier à l'autorité militaire la mission de prendre, d'après les circonstances, les dispositions nécessaires.

Le Code électoral prescrit des mesures multiples pour assurer, d'une part, la liberté de l'électeur et le secret du vote et, d'autre part, la sincérité du scrutin.

Le projet adapte ces mesures aux circonstances spéciales dans lesquelles doit se faire le vote en dehors du pays, ou les remplace par d'autres, tendant au même but.

Les bulletins destinés à chaque électeur sont transmis au bureau électoral militaire sous une enveloppe fermée, portant le cachet du président du collège électoral, et qui ne peut être ouverte qu'en présence de l'électeur à qui elle est nominativement adressée. Sous ce pli se trouvent les deux bulletins, un par Chambre, placés chacun dans une enveloppe gommée, qui est laissée ouverte et que l'électeur fermera après avoir exprimé son vote et avant de les remettre au bureau électoral.

Après le vote, les enveloppes fermées sont envoyées au Quartier général de l'armée d'occupation. Un officier délégué par le lieutenant-général commandant recevra ces enveloppes, les classera par arrondissement électoral et transmettra au Grand quartier général, à Bruxelles, les plis cachetés qui les contiennent. Ces plis seront immédiatement envoyés aux présidents des divers collèges électoraux qui répartiront les enveloppes, sans les ouvrir, entre les bureaux de dépouillement établis au chef-lieu de l'arrondissement. Les enveloppes seront ouvertes par ces bureaux et les bulletins qu'elles contiennent, avant d'être dépouillés, seront mêlés à ceux que ces bureaux doivent examiner afin de mieux garantir le secret du vote.

La composition des bureaux militaires est réglée d'après les principes qui ont inspiré les dispositions du Code électoral organisant des bureaux électoraux ordinaires. Les garanties d'autorité, de capacité et d'impartialité sont obtenues par des voies différentes, mais qui aboutissent au même résultat. Le Code prescrit au président de désigner comme assesseurs les quatre électeurs les moins âgés ayant au moins quarante ans et jouissant du triple ou subsidiairement du double vote. (Cette dernière condition, d'après le projet de loi, est remplacée, pour les prochaines élections, par celle de savoir lire et écrire.) Le projet tenant compte de la composition toute spéciale du corps

électoral militaire propose de faire désigner comme assesseurs l'officier le moins élevé en grade et un soldat, et, comme secrétaire, un sous-officier. Les divers degrés de la hiérarchie seront ainsi représentés. Comme les formalités à remplir à l'égard de chaque électeur par les bureaux militaires sont moins nombreuses que celles qui incombent aux bureaux ordinaires, le nombre des assesseurs est réduit à deux.

Le bureau doit être composé d'électeurs appartenant à la circonscription électorale militaire. La qualité d'électeur des membres de l'armée d'occupation est établie au moyen de certificats placés dans une enveloppe qui ne peut être ouverte qu'au moment du vote. Ces enveloppes portent, il est vrai, extérieurement le nom de l'électeur auquel elles sont destinées, toutefois il convient, quoique la loi ne le prescrive pas, que le pli qui renferme ces enveloppes ne soit ouvert par le président qu'en présence du bureau, mais l'enveloppe contenant les formules renvoyées avec la mention que l'intéressé ne figure pas sur les listes électorales peut, sans inconvénient, être ouverte; on ne pourrait en effet faire de ces pièces aucun usage abusif, et, si les circonstances le permettent, il peut même y avoir utilité à communiquer leur teneur aux intéressés pour les dispenser de se rendre à la réunion des électeurs.

L'enveloppe contenant les certificats négatifs est remise, avec les plis contenant les enveloppes destinées aux électeurs, un jour au moins avant celui qui est fixé pour le vote, et comme la date de la formation du bureau n'est pas précisée, le président pourra encore à ce moment, remplacer l'assesseur ou le secrétaire qu'il aurait désignés et qui ne ferait pas partie du corps électoral. Il va de soi que la désignation, faite de bonne foi, d'un non-électeur en qualité de membre du bureau, ne pourrait pas être considérée comme une irrégularité grave.

Le projet de loi ne prescrit pas l'emploi du matériel dont l'usage est rendu obligatoire par le code électoral. Des raisons d'ordre matériel s'y opposent et les circonstances dans lesquelles s'effectue le vote rendent moins nécessaires les garanties que la loi a eu en vue en ordonnant l'emploi d'un matériel déterminé. Ainsi les urnes pourront être remplacées, sans inconvénient, par un panier ou récipient quelconque, attendu que les bulletins ne sont pas déposés à découvert, mais sous enveloppe fermée.

Il serait impossible de fournir des compartiments-isoloirs à tous les bureaux électoraux militaires et les locaux où le vote devra avoir lieu ne se prêteront généralement pas à leur installation. Mais des instructions précises seront données pour que, quelle que soit la disposition des locaux où se réuniront les bureaux, l'électeur puisse remplir son bulletin à l'abri des regards des assistants et des membres du bureau sans toutefois être soustrait à la surveillance de celui-ci. Le secret du vote et la liberté de l'électeur seront en tous cas complètement garantis.

Ainsi qu'il résulte d'ailleurs de son texte, le projet de loi ci-joint que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux Chambres législatives, ne serait applicable qu'aux prochaines élections législatives.

Le Ministre de l'Intérieur,
BROQUEVILLE.

PROJET DE LOI

régulant les opérations électorales
en vue du prochain renouvellement
des Chambres Législatives.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur et de Notre Ministre de
la Guerre;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté en Notre Nom par Notre
Ministre de l'Intérieur et par Notre
Ministre de la Guerre, aux Chambres
Législatives;

ARTICLE PREMIER.

Il sera procédé aux élections lors du
prochain renouvellement des Cham-
bres législatives conformément aux
dispositions des titres IV à XI du Code
électoral sauf les modifications indi-
quées ci-après;

Art. 138. — La disposition sui-
vante est ajoutée à cet article:

« Les électeurs des communes où,
par suite des dévastations de la guerre,
il est impossible de procéder au vote,
se réuniront dans une commune voi-

WETSONTWERP

tot regeling der Kiesverrichtingen voor
de aanstaande hernieuwing der
Wetgevende Kamers.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Binnenlandsche Zaken en van
Onzen Minister van Oorlog;

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen naam, door
Onzen Minister van Binnenlandsche
Zaken en door Onzen Minister van
van Oorlog, den Wetgevende Kamers
voorgelegd worden.

ARTIKEL EÉN.

Er zal, bij het aanstaand hier-
nieuwen der Wetgevende Kamers, tot
de verkiezingen overgegaan worden
overeenkomstig de bepalingen der
titels IV tot XI van het Kieswetboek,
behalve volgende wijzigingen :

Art. 138. — Volgende bepaling
wordt aan dit artikel toegevoegd :

« De kiezers der gemeenten waar
» het tengevolge der oorlogsverwoes-
» tigen onmogelijk is tot de stemming
» over te gaan, zullen vergaderen in

sine désignée par un arrêté royal qui déterminera les conditions dans lesquelles les opérations du vote auront lieu. »

Art. 139. — Le texte de cet article est modifié comme suit :

« Lorsque le nombre des électeurs de la commune ou des communes réunies n'excède pas 600, ces électeurs ne forment qu'une seule section de vote. Dans le cas contraire, ils sont répartis en sections de vote dont aucune ne peut compter plus de 600 ni moins de 150 électeurs. »

Art. 140. — Au deuxième alinéa les mots « en aucun cas plus de cinq » sont remplacés par « en aucun cas plus de huit ».

Art. 143. — Les mots : « jouissant du triple vote » qui terminent respectivement le premier et le deuxième alinéa, sont supprimés.

Art. 146 et 151. — Les mots « ... et jouissant du triple vote ou, subsidiairement du double vote » sont remplacés par « ... et sachant lire et écrire ».

Art. 155. — La partie finale de l'avant dernier alinéa, à partir des mots : « la qualité d'électeur... » ainsi que le dernier alinéa sont supprimés.

Art. 163. — Au premier alinéa les mots « quinze jours » sont remplacés par « dix-huit jours ».

Au second alinéa, les mots « vingt jours » et « le quinzième jour » sont respectivement remplacés par « vingt trois jours » et « le dix-huitième jour ».

» eene naburige gemeente, aangeduid
» bij koninklijk besluit, hetwelk de
» voorwaarden bepaalt in dewelke
» de verrichtingen der stemming
» zullen geschieden. »

Art. 139. — De tekst van dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

« Wanneer het getal kiezers der
» gemeente, of der vereenigde ge-
» meenten niet meer bedraagt dan 600,
» vormen deze kiezers eene enkele
» stemafdeeling. In tegenovergesteld
» geval, worden zij geschikt in stemaf-
» deelingen, welk niet meer dan 600
» en niet minder dan 150 kiezers
» mogen bevatten. »

Art. 140. — Bij het tweede lid worden de woorden « doch niet meer » dan vijf » door « doch niet meer dan acht » vervangen.

Art. 143. — De woorden « die het » driedubbel stemrecht bezitten » onderscheidenlijk op het einde van het eerste en het tweede lid, vallen weg.

Art. 146 en 151. — De woorden « ... en het driedubbel stemrecht, of » zoo noodig het dubbel stemrecht » bezitten » worden vervangen door « ... en kunnen lezen en schrijven ».

Art. 155. — Het einddeel van het voorlaatste lid, van af de woorden : « zijne hoedanigheid van kiezer... » en het laatste lid vallen weg.

Art. 163. — Bij het eerste lid worden de woorden « vijftien dagen » vervangen door « achttien dagen ».

Bij het tweede lid worden de woorden « twintig dagen » en « den vijf- » tienden dag » onderscheidenlijk vervangen door « drie en twintig dagen » en « den achttienden dag ».

Art. 167. — Au dernier alinéa remplacer « du douzième jour » par « du quinzième jour ».

Art. 169. — Modifier comme suit le texte du deuxième alinéa :

« Les bulletins pour le Sénat et les bulletins pour la Chambre des Représentants sont imprimés sur des papiers de couleur différente. »

Art. 171. — Remplacer les mots : « cent électeurs » par « cent cinquante électeurs ».

Art. 174. — Le premier alinéa est modifié comme suit : « l'électeur reçoit des mains du président un bulletin pour chaque Chambre législative ».

Art. 179. — Ajouter les alinéas suivants :

« Les bulletins déposés par les électeurs faisant partie de l'armée d'occupation sont dépouillés par les bureaux établis au chef-lieu de l'arrondissement électoral.

Le président du collège électoral attribue à ces bureaux, dans l'ordre de leurs numéros et à raison de cent enveloppes pour chaque Chambre, les enveloppes qui lui ont été remises en exécution du litt. L de l'article 2.

Il fait parvenir, le jour de l'élection, avant une heure, les dites enveloppes à ceux des présidents des bureaux de vote qui sont appelés à présider le bureau de dépouillement chargé de dépouiller les bulletins qu'elles contiennent. Le cas échéant, il avertit, dans le même délai, les présidents des bureaux de vote qui sont appelés à

Art. 167. — Bij het laatste lid « van den twaalfden dag » vervangen door « van den vijftienden dag ».

Art. 169. — Den tekst van het tweede lid wijzigen als volgt :

« De kiesbrieven voor den Senaat » en de kiesbrieven voor de Kamer » van Volksvertegenwoordigers worden op papier verschillend van » kleur gedrukt. »

Art. 171. — De woorden : « honderd kiezers » vervangen door : « honderd vijftig kiezers ».

Art. 174. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt : « de kiezer ontvangt uit de handen van den voorzitter en stembrief voor iedere wetgevende Kamer ».

Art. 179. — De volgende leden bijvoegen :

« De stembrieven neergelegd door » de kiezers van het bezettend leger » worden opgenomen door de bureaulen welke gevestigd zijn in de hoofdplaats van het kiesarrondissement. » De voorzitter van het kiescollege » kent aan deze bureaulen, in de volgende hunner nummers en ten getale van honderd omslagen voor » iedere Kamer, de omslagen toe » welke hem, in uitvoering van litt. L van artikel 2, werden overhandigd.

» Den dag der kiezing, vóór één » uur, doet hij genoemde omslagen » geworden aan degenen der voorzitters van de stembureaulen, die » geroepen zijn om het opnemingsbureau, dat met het opnemen der in » de omslagen vervatte kiesbrieven » belast is, voor te zitten. Desgevallend verwittigt hij, in dezelfde tijd-

présider un bureau de dépouillement du chef-lieu d'arrondissement et qui ne doivent pas recevoir de bulletin de ce genre. »

Art. 180. — Ajouter l'alinéa suivant : « Si le bureau est chargé de dépouiller des bulletins déposés par des électeurs appartenant à l'armée d'occupation, le président, après avoir fait procéder aux opérations prescrites par les deux premiers alinéas du présent article, compte les enveloppes contenant les dits bulletins qui lui ont été remises, les ouvre et, sans déplier les bulletins qu'elles contiennent, mêlent ceux-ci aux autres bulletins que le bureau est appelé à dépouiller. Il est fait mention de ces opérations au procès-verbal qui constate le nombre des bulletins reçus par le bureau. »

ART. 2.

A. Trente jours au moins avant le scrutin, l'autorité militaire transmet : 1^o pour tous les officiers, 2^o pour les sous-officiers, caporaux et soldats ayant fait partie de l'armée avant le 12 novembre 1918, qui seront retenus en territoire occupé le jour du scrutin, à l'administration des communes sur les listes desquelles ces militaires sont ou doivent être inscrits, un certificat constatant que l'intéressé ne peut se rendre en Belgique le jour de l'élection et indiquant la circonscription électorale militaire à laquelle il appartient.

B. Les administrations communales transmettent ces certificats, dans les

» ruimte, de voorzitters der stem-
» bureelen, die geroepen zijn om een
» opnemingsbureel van de arrondis-
» sementshoofdplaats voor te zitten
» en die geen dergelijke stembrieven
» moeten ontvangen. »

Art. 180. — Volgend lid bijvoegen : « Indien het bureel belast is
» met het opnemen van de kiesbrieven
» neergelegd door aan het bezettend
» leger toebehoorende kiezers, dan
» telt de voorzitter na te hebben doen
» overgaan tot de bij de eerste leden
» van dit artikel voorgeschreven ver-
» richtingen, de hem overhandigde
» stembrieven, en zonder de zich erin
» bevindende stembrieven te ont-
» plooiën, mengelt hij ze met de
» overigekiesbrieven welke het bureel
» gehouden is op te nemen. Er wordt
» van deze verrichtingen melding
» gemaakt in het proces-verbaal het-
» welk de door het bureel ontvangen
» stembrieven vaststelt. »

ART. 2.

A. Dertig dagen ten minste vóór de stemming, zendt de militaire overheid :

1^o Voor al de officieren ; 2^o voor de onderofficieren, korporaals en soldaten die deel uitgemaakt hebben van het leger vóór 12 November 1918 en die den dag der stemming in het bezet gebied zullen weerhouden zijn, aan het bestuur der gemeenten op welker lijsten deze militairen ingescheven zijn of moeten worden, een bewijs vaststellend dat belanghebbende zich niet naar België kan begeven op den dag der kiezing en opgevende de militaire kiesomschrijving waartoe hij behoort.

B. De gemeentebesturen zenden deze bewijzen, binnen de vier-en-

vingt-quatre heures de leur réception, au commissaire d'arrondissement après les avoir munis d'une mention attestant que le militaire y dénommé est inscrit sur les listes électorales de la commune.

Si le militaire mentionné sur le certificat n'est pas inscrit sur les listes électorales de la commune, l'administration communale transmet, dans le même délai, le certificat qui le concerne à l'administration de la commune qui, d'après les énonciations des registres de population, semble être celle où il a droit de figurer sur les listes électorales, après y avoir inscrit la mention : « ne figure pas sur les listes électorales de la commune de. . . . ».

Les certificats qui, dans les conditions indiquées ci-dessus, ne peuvent être transmis à une autre commune, sont envoyés immédiatement au commissaire d'arrondissement avec la mention : « ne figure pas sur les » listes électorales de la commune de. . . . ».

C. Vingt jours avant le scrutin, le commissaire d'arrondissement transmet au président du collège électoral, sous pli recommandé à la poste, tous les certificats qui lui sont parvenus.

D. Le commissaire d'arrondissement dresse, par canton de justice de paix, un état indiquant le nom des électeurs militaires retenus en Allemagne ainsi que la commune sur les listes électorales desquelles ils sont inscrits.

Il fait parvenir ces états aux juges de paix compétents deux jours au moins avant le scrutin.

E. Les présidents des collèges électoraux font préparer pour chaque militaire dont la qualité est établie par

twintig uur hunner ontvangst, aan den arrondissementscommissaris na erop te hebben bevestigd dat erin vermelde militair op de kieslijsten der gemeente ingeschreven is.

Indien de op het bewijs vermelde militair niet ingeschreven is op de kieslijsten der gemeente, dan zendt het gemeentebestuur, binnen hetzelfde tijdsbestek, het hem betreffende bewijs aan de gemeente welke, volgens de opgaven van de bevolkingsregisters, deze schijnt te zijn waar hij recht heeft op de kieslijsten vermeld te worden, na erop te hebben aange teekend : « staat niet de op kieslijsten der gemeente . . . ».

De bewijzen die, in hierboven opgegeven voorwaarden, niet aan een andere gemeente kunnen overgemaakt worden, worden onmiddellijk aanden arrondissementscommissaris gezonden met de melding : « staat niet op de kieslijsten der gemeente . . . ».

C. Twintig dagen vóór de stemming, zendt de arrondissementscommissaris door een ter post aangeteekenden brief, aan den voorzitter van het kiescollege de hem toegekomen bewijzen.

D. De arrondissementscommissaris maakt, per vrederechtskanton, een staat op met den naam van de in Duitschland weerhouden militaire kiezers en de gemeente op welker kieslijsten zij ingescheven zijn.

Het zendt deze staten aan de bevoegde vrederechters ten minste twee dagen vóór de kiezing.

E. De voorzitters der kiescolleges doen voor elken militair, wiens hoedanigheid van kiezer blijkt uit de

les certificats transmis en vertu du
littéra C trois enveloppes dont l'une
porte comme suscription : « Élections
législatives du M.
(le nom de l'électeur) et ème
circonscription électorale militaire »,
les deux autres : « Élections législa-
tives du arrondissement élec-
toral de } Chambre
ou
Sénat. »

Ces deux dernières enveloppes sont
de la couleur du bulletin qu'elles doi-
vent contenir. Un bulletin électoral
pour la Chambre et un bulletin élec-
toral pour le Sénat sont placés, pliés
en quatre et mis à l'extérieur du cachet
du Président du collège électoral, chacun
dans l'enveloppe destinée à la recevoir.
L'enveloppe, gommée, est laissée ou-
verte.

Les deux enveloppes contenant les
bulletins sont placées ainsi que le cer-
tificate concernant l'électeur, dans
l'enveloppe mentionnée en premier
lieu. Cette enveloppe est fermée et
munie du cachet du président du col-
lège électoral. Les certificats au nom
de militaires qui n'étaient pas inscrits
sur les listes électorales sont classés
par circonscription électorale militaire.
Ils sont placés sous des enveloppes
spéciales portant pour suscription :
« Elections législatives du . . . Certificats
délivrés au nom de militaires qui ne
sont pas inscrits sur les listes électo-
rales ème circonscription mili-
taire. »

Les enveloppes destinées aux élec-
teurs militaires et celles qui contien-
nent des certificats délivrés au nom de
militaires non électeurs, sont classées
par circonscription électorale militaire
et placées dans des enveloppes portant
comme suscription : « Elections législa-

getuigschriften overgemaakt ingevolge
letter C, drie omslagen opmaken met
opschrift voor het eerste : « Wet-
gevende verkiezingen van
M. (naam des kiezers)
en * militaire kiesomschrij-
ving »; voor de twee andere : « Wet-
gevende verkiezingen van het . . .
* kiesarrondissement. . . } Kamer
of
Senaat. »

Beide laatste omslagen hebben de
kleur van de brieven welke zij moeten
bevatten. Een kiesbrief voor de Kamer
en een kiesbrief voor den Senaat wor-
den, in vieren geplooid en uitwendig
met den stempel van den voorzitter
van het kiescollege bekleed, in het
ervoor bestemde omslag gestoken. Het
gegoinde omslag wordt open gelaten.

De twee omslagen met de brieven
worden te zamen met het bewijs be-
treffende den kiezer, in het eerstver-
melde omslag gestoken. Dit omslag is
dicht gedaan en voorzien van den
stempel van den voorzitter van het
kiescollege. De bewijzen op naam van
militairen die niet ingeschreven waren
op de kieslijsten, worden per militaire
kiesomschrijving gerangschikt ; zij
worden in bijzondere omslagen ge-
stoken welke het opschrift dragen :
« Wetgevende verkiezingen van . . .
Bewijzen afgeleverd op naam van
militairen die niet ingescheven zijn op
de kieslijsten * militaire om-
schrijving. »

De omslagen voor de militaire kie-
zers bestemd en deze welke bewijzen
bevatten afgeleverd op niet stemge-
rechtigde militairen, worden gerang-
schikt per militaire kiesomschrijving
en gestoken in omslagen welke het
opschrift dragen : « Wetgevende ver-

tives du Arrondissement électoral de ème circonscription électorale militaire.

Toutes ces enveloppes sont envoyées au plus tard le huitième jour avant le scrutin au Ministre de l'Intérieur, à Bruxelles, qui transmet immédiatement tous les plis au Quartier général de l'armée d'occupation.

Ces plis sont immédiatement remis au président du bureau principal, établi conformément au littéra G ci-après.

F. La zone occupée sera divisée, pour les opérations du vote, en circonscriptions électorales dont le nombre et l'étendue seront déterminées par un arrêté royal.

G. Dans chaque circonscription sera établi un bureau présidé par l'officier du plus haut grade résidant dans la circonscription ou par son délégué.

Le président désignera parmi les électeurs de la circonscription, en qualité d'assesseurs, l'officier le moins élevé en grade ainsi qu'un soldat, et, en qualité de secrétaire, un sous-officier.

Le bureau établi dans la localité siège du Quartier général fera fonctions de bureau principal pour la répartition des plis entre les circonscriptions électorales, la réception et la transmission des enveloppes et documents de l'élection.

Il se réunira, l'avant veille du jour fixé pour le vote, à l'effet de répartir entre les circonscriptions électorales les enveloppes contenues dans les plis remis au président en exécution du littéra *F*. Ces enveloppes mises sous pli cacheté, à l'adresse de chacun des présidents des circonscriptions électorales, seront immédiatement envoyées à leur destinataire.

» kiezingen van Kiesarrondissement van * militaire
» kiesomschrijving ».

Al deze omslagen worden ten laatste den achsten dag vóór de stemming gezonden aan den Minister van Binnenlandsche Zaken, te Brussel, die al de omslagen onmiddellijk overmaakt aan het Hoofdkwartier van het bezettingsleger.

Deze omslagen worden onmiddellijk besteld aan den voorzitter van het hoofdkiesbureau ingesteld overeenkomstig letter G hierna.

F. De bezette strook wordt, voor de kiesverrichtingen, verdeeld in kiesomschrijvingen waarvan het getal en de uitgestrektheid bepaald worden bij koninklijk besluit.

G. In elke omschrijving zal een bureau ingericht worden voorgezeten door den hoogst in graad zijnden officier die in de kiesomschrijving verblijft of door zijn afgevaardigde.

De voorzitter zal onder de kiezers der omschrijving als bijzitter aanduiden den laagst in graad staanden officier alsmede een soldaat en, als secretaris, een onderofficier.

Het ter plaats van het Hoofdkwartier gevestigde bureau zal als hoofdbureau dienst doen voor de verdeling der omslagen onder de kiesomschrijvingen, de ontvangst en de verzending der omslagen en stukken voor de kiezing.

Het zal twee dagen vóór de stemming bijeenkomen ten einde onder de kiesomschrijvingen de omslagen te verdeelen welke bevat zijn in de aan den voorzitter bestelde omslagen in uitvoering van letter *F*. Deze omslagen zullen, in verzegeld omslag, aan het adres van elk der voorzitters van de kiesomschrijvingen, onmiddellijk aan hun bestemming gezonden worden.

H. L'élection dans le territoire occupé aura lieu trois jours avant celui qui est fixé pour les opérations du vote en Belgique.

I. A l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, les membres du bureau prêtent le serment suivant : Je jure de garder le secret des votes.

Le président prend successivement chaque enveloppe et, sans l'ouvrir, appelle l'électeur qui s'y trouve mentionné. Lorsque l'électeur se présente, le président ouvre le pli, en retire les enveloppes contenant les bulletins de vote et les remet à l'électeur.

Celui-ci se rend à l'endroit réservé pour le vote, formule son suffrage et referme chaque enveloppe après y avoir remplacé son bulletin.

Il se présente ensuite devant le bureau et remet ses enveloppes au président qui constate si elles sont closes.

Le nom des électeurs qui n'ont pas répondu à l'appel est inscrit au procès-verbal avec l'indication, si possible, des motifs de leur abstention.

J. A l'heure fixée pour la clôture du scrutin ou avant cette heure si tous les électeurs de la circonscription ont pris part au vote, le président place sous pli cacheté, séparément pour chaque Chambre, les enveloppes contenant les bulletins de vote remis par les électeurs. Il place sous plis distincts, 1° les enveloppes destinées à des électeurs qui ne se sont pas présentés pour voter, 2° le procès-verbal de l'élection, signé par tous les membres du bureau et auquel sont joints les certificats concernant les électeurs qui ont voté.

H. De verkiezing in het bezet gebied, zal plaats hebben drie dagen voor dien bepaald voor de verrichtingen der stemming in België.

I. Op het uur bepaald voor het openen der stemming, leggen de leden van het bureau volgenden eed af : Ik zweer het geheim der stemming te bewaren.

De voorzitter neemt achtereenvolgens elk omslag en, zonder het te openen, roept hij den kiezer op wiens naam het staat. Zoodra de kiezer zich aanbiedt, opent de voorzitter het omslag, trekt er de omslagen uit welke de kiesbrieven bevatten en overhandigt ze aan den kiezer.

Deze begeeft zich naar de voor de stemming voorbehouden plaats, brengt zijne stem uit en sluit elk omslag na er zijn kiesbrief terug ingestoken te hebben.

Hij verschijnt daarna opnieuw voor het bureau en geeft zijn omslagen af aan den voorzitter die vaststelt of zij goed gesloten zijn.

De naam der kiezers die niet opgekomen zijn wordt in het proces-verbaal opgeteekend met aanduiding, als het mogelijk is, van de reden der onthouding.

J. Op het uur bepaald voor het sluiten der stemming, of vóór dit uur, indien al de kiezers der omschrijving aan de stemming hebben deelgenomen, steekt de Voorzitter onder verzegeld omslag, afzonderlijk voor elke Kamer, de omslagen met de door de kiezers afgegeven kiesbrieven. Hij steekt in afzonderlijke omslagen : 1° de omslagen bestemd voor kiezers die niet opgekomen zijn voor de stemming ; 2° het proces-verbaal der verkiezing, geteekend door al de leden van het bureau en waarbij gevoegd zijn de bewijzen betreffende de kiezers die gestemd hebben.

Le secrétaire, accompagné de l'un des assesseurs, transporte immédiatement les divers plis au quartier général et les remet contre récépissé à l'officier délégué par le Lieutenant Général Commandant pour les recevoir.

K. L'officier délégué ouvre, au fur et à mesure de leur réception, les plis contenant les enveloppes dans lesquelles se trouvent les bulletins de vote. Il classe ces enveloppes séparément pour chaque Chambre, d'après l'arrondissement électoral auquel elles se rapportent. Lorsque les enveloppes transmises par les bureaux de toutes les circonscriptions ont été ainsi classées, il les place sous des plis cachetés à l'adresse du président du bureau principal des divers collèges électoraux.

L. Il assure, dans le plus bref délai possible, l'envoi de ces divers paquets au Grand Quartier Général à Bruxelles, qui, d'urgence, fera parvenir ces divers plis à destination. Il adresse, dans les cinq jours, au Greffier de la Chambre des Représentants, les autres plis qui lui ont été remis en exécution du litt. J.

Donné à Ciergnon, le 21 août 1919.

De secretaris, vergezeld door een der bijzitters, brengt de verschillende omslagen onmiddellijk naar het hoofdkwartier en geeft ze tegen ontvangstbewijs af aan den voor de ontvangst door den Luitenant Generaal Bevelhebber gemachtigden officier.

K. De gemachtigde officier opent naar mate de ontvangst de omslagen met de omslagen waarin de kiesbrieven steken.

Hij rangschikt deze omslagen afzonderlijk voor elke kamer, naarvolgens het kiesarrondissement tot dewelke zij behooren.

Als de omslagen overgemaakt door bureelen van al de omschrijvingen aldus gerangschikt zijn, steekt hij ze onder-verzegeld omslag aan het adres van den voorzitter van het hoofdbureau der verschillende kiescollèges.

L. Hij zorgt er voor dat deze verschillende pakjes, in den korsten tijd, gezonden worden aan het Groot Hoofdkwartier te Brussel, hetwelk deze verschillende omslagen, bij hoogdringendheid ter bestemming zal doen toekomen. Het zal de andere omslagen die in uitvoering van letter J toegezonden worden, binnen de vijf dagen, aan den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers toezenden.

Gegeven te Ciergnon, den 21ⁿ Augustus 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

Fg. MABSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 SEPTEMBRE 1919.

Wetsontwerp

tot regeling der kiesverrichtingen voor de aanstaande hernieuwing
der Wetgevende Kamers.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Met het oog op de aanstaande wetgevende verkiezingen, heeft de wet van 9 Mei laatstleden een bijzonder stelsel bepaald betreffende het kiesrecht. De veranderingen welke deze wet tijdelijk aan de in voege zijnde wetgeving toebrengt, maken eenige wijzigingen noodig of nuttig in de bepalingen welke de stemverrichting regelen.

Behoudens wat de inrichting betreft der stemming in de door het Belgisch leger bezette streken van Duitschland, zijn de wijzigingen welke sommige bepalingen van de titels IV tot XI van het Kieswetboek moeten ondergaan om bij de aanstaande verkiezingen te kunnen toegepast worden, van weinig belang.

Na aanduiding van het desbetreffend artikel van het Kieswetboek zijn het de volgende :

Art. 138. — Bij toepassing van het beginsel onder artikel 48 der grondwet bepaald, welke houdt dat de stemming geschiedt ter gemeente behalve de door de wet te bepalen uitzonderingen, veroorlooft artikel 138 de gemeenten, welke minder dan honderd inwoners tellen, in eene andere gemeente te vergaderen. Het ontwerp brengt de toepassing over op de gemeenten waar de oorlogsverwoestingen het tot standbrengen der stemming op hun grondgebied onmogelijk maakten. Het stelt voor den Koning te belasten met het aanduiden der gemeenten welke zich in dit geval bevinden en de voorwaarden te bepalen waarin dezen maatregel zal uitgevoerd worden. Het geldt hier inderdaad uitvoeringsmaatregelen, welke de Regeering zal treffen in overleg met een toestand welke zich dagelijks wijzigt en omstandigheden welke van gemeente tot gemeente verschillen.

Art. 139. — Dit artikel waarbij het door een stemafdeeling te mogen

omvatten getal kiezers bepaald wordt, houdt rekening met het aantal stemmen welke de kiezers mogen uitbrengen.

Bij de aanstaande verkiezingen mag elke kiezer slechts een stem uitbrengen. De tijd welken hij in het afschutsel doorbrengt is dus aanzienlijk ingekort. Anderzijds zal het overhandigen der stembrieven aan den kiezer en het insteken dezer stembrieven in de stembussen rapper geschieden daar het bu eel voor elken stemmer niet te onderzoeken heeft hoeveel stembrieven er moeten overhandigd en ingestoken worden. In deze voorwaarden mag blijklijk het maximum aantal in eene afdeeling vereenigde kiezers op 600 gebracht worden.

Art. 140. — Het aantal kiesafdeelingen, welke, naar dit artikel, in de lokalen van eenzelfde gebouw mogen bijeengeroepen worden, is op vijf bepaald.

Alhoewel sommige groote steden over ruime gebouwen beschikken, toch bezitten zij slechts een betrekkelijk gering getal openbare gebouwen waar de kiesbureelen kunnen gevestigd worden. De ondervinding heeft bewezen dat het niet hindert meer dan vijf afdeelingen in eenzelfde gebouw te vereenigen.

Art. 143, 146 en 151. — De bepalingen van het Kieswetboek, welke de vorming der stembureelen regelen, schrijven voor de kiezers met drie stemmen aan te duiden, en zijn er geen, die met twee stemmen. Bij de aanstaande verkiezingen zal elke kiezer slechts over een stem beschikken, bijgevolg missen deze bepalingen hun doel.

Bij artikel 143, hetwelk de aanduiding regelt van de voorzitters der kiesbureelen, is het niet noodig de aangeduide voorwaarden te vervangen door een andere welke de ongeletterde kiezers uitsluit, aangezien de keus van den magistraat met het noemen der voorzitters van de bureelen belast, vrij is, doch artikelen 146 en 151, welke handelen over het aanduiden der bijzitters, omschrijven de volgorde waarin de kiezers tot zetelen dienen opgeroepen, eerst naar gelang den ouderdom en vervolgens naargelang het aantal stemmen waarover ze beschikken. Om te vermijden dat bij het naleven der door de wet voorgeschreven orde, welke stipt dient in acht genomen, ongeletterde bijzitters aangeduid worden, die onbekwaam zouden zijn hunne opdracht behoorlijk te vervullen, dient men te vergen dat zij lezen en schrijven kunnen ten einde den voorzitter toe te laten de ongeletterden uit te sluiten; dergelijke bepaling staat reeds in de wet van 12 September 1895 op de gemeenteverkiezingen.

Art. 155. — Het einddeel van het voorlaatste lid, naar 't voorstel van het ontwerp weg te laten, is nutteloos geworden. Ieder kiezer zal inderdaad bij de aanstaande verkiezingen voor de twee Kamers kiezen en slechts over één enkele stem voor elk dezer beschikken.

Om het formaat der bijeenroepingen te verkleinen wordt, zuinigheids halve, de afschaffing van het laatste lid van het artikel, hetwelk voorschrijft onderrichtingen voor den kiezer op de bijeenroepingsbrieven te zetten alsmede een reeks bepalingen van het Kieswetboek, voorgesteld.

Art. 163 en 167. — Artikel 163 houdt dat de kandidaten minstens vijftien dagen vóór den dag der stemming dienen voorgesteld.

Om letter H te kunnen toepassen van artikel 2 van het ontwerp, hetwelk houdt dat in het bezet gebied de verkiezing drie dagen vóór de stemverrichtingen in België zal geschieden, is het noodzakelijk den datum voor de voorstelling der kandidaten met een gelijk aantal dagen te vervroegen.

Het is enkel na verloop van het tijdsbestek tot voorstelling der candidaturen dat de kandidatenlijsten mogen gesloten en de stembrieven gedrukt worden. Het Kieswetboek heeft zooveel mogelijk den tijd tusschen de voorstelling der kandidaten en de stemming ingekort en daar de stemverrichtingen beginnen drie dagen vóór den datum der verkiezing in België, zoo behoort het bij het Kieswetboek voorzien tijdsbestek in dezer voege verlengd.

De wijzigingen aan de andere tijdsbestekken bij artikelen 163 en 167 toegebracht, zijn enkel het gevolg van de verandering van den datum waarop de voorstelling van kandidaten dient gedaan.

Art. 169. — Luidens artikel 169 dienen de stembrieven voor den Senaat op gekleurd en die voor de Kamer op wit papier gedrukt. Artikel 198 houdt dat de kleur van het kiespapier bij Koninklijk besluit zal bepaald worden; aangaande de kleur van het papier nam een besluit van 3 Mei 1898 de bepalingen over van het besluit van 23 Juli 1894, en bepaalde het gebruik van wit papier voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers en rooskleurig papier voor den Senaat.

In de huidige omstandigheden ware het onmogelijk de noodige hoeveelheid papier te vinden hetwelk, met de voorgeschreven kleur, de vereischte voorwaarden tot het opmaken der stembrieven vereenigt. De Regeering beschikt over het voor de verkiezing benoodigd papier, doch het is haar onmogelijk voor de verkiezing van de leden eener zelfde vergadering, dezelfde papierschakeering te gebruiken. Zij zal nochtans zorgen om in elk college voor de twee Kamers papier van verschillende schakeering te leveren en het voorschrift na te leven van artikel 198, hetwelk zegt dat de kleur van het papier in eenzelfde college niet mag verschillen.

Art. 171. — Artikel 171 houdt dat er ten minste een afschutsel per honderd kiezers is. De bepaling van dit artikel stemde overeen met die van artikel 139, hetwelk het maximum van het getal kiezers, die eene stemafdeeling mag bevatten, bepaalt. Daar het getal kiezers, in eenzelfde afdeeling vereenigd, vermeerderd is, zoo is het logisch het cijfer naar hetwelk het getal afschutsels bepaald wordt, insgelijks te vermeerderen. Daar elke kiezer slechts een stembrief per Kamer te vullen heeft, zal hij minder lang in het afschutsel vertoeven en bijgevolg zal het getal kiezers van elk dezer mogen vergroot.

Art. 174. — De voorgestelde wijziging bij dit artikel wordt gerechtvaardigd door het feit dat iedere kiezer bij de aanstaande verkiezing slechts over één stem vóór elke Kamer zal beschikken.

Art. 179. — De volgens het voorstel van het ontwerp aan artikel 179 toe

te voegen bepaling, regelt de verdeeling der door de kiezers van het bezettingsleger neergelegde stembrieven over de opnemingsbureelen welke in elk kiesarrondissement werken.

Ingevolge letter L van artikel 2 zullen aan den voorzitter van het kiescollege de gesloten omslagen overhandigd worden waarvan elk een stembriefinhoudt. Deze omslagen bevatten, de eene een stembrief voor de Kamer, de andere een stembrief voor den Senaat. Zij zullen uitsluitelijk gezonden worden naar in de hoofdplaats van het kiesarrondissement gevestigde opnemingsbureelen. De voorzitter zal aan de opnemingsbureelen van de hoofdplaats, te beginnen met den laagsten nummer dezer, honderd omslagen zenden voor de Kamer en honderd voor den Senaat. Het laatste bureel dat ter opname van door de militairen van het bezettingskorps neergelegde stembrieven geroepen is, zal in 't algemeen minder dan honderd omslagen ontvangen. In de schier onwaarschijnlijke veronderstelling dat er na de uitreiking van honderd omslagen vóór iedere Kamer aan al de opnemingsbureelen van het kanton, nog omslagen overschoten, zouden de overschietende omslagen over al de bureelen verdeeld worden tot dat er geen meer zijn.

Elk opnemingsbureel werkt in het lokaal waar het stembureel, waarvan zijn voorzitter deel uitmaakte, gezeteld heeft. Als men in den loop der stemverrichtingen in dit lokaal de omslagen doet neerleggen, welke de door het bureel op te nemen stembrieven bevatten, voorkomt men elk te-laet en elke verwikkeling in het verzenden der omslagen.

Over 't algemeen zullen niet al de opnemingsbureelen van de hoofdplaats stembrieven op te nemen hebben welke door in Duitschland weerhouden militairen neergelegd werden. Om te vermijden dat sommige onder hen, welke er geene te ontvangen hebben, aarzelen om tot de opneming over te gaan in de meening dat de omslagen te laet overhandigd werden; belast het wetsontwerp den voorzitter van het kiescollege de opnemingsbureelen der hoofdplaats, welke er geene hoeven te ontvangen, daarover te verwittigen.

Art. 180. — De twee eerste leden van artikel 180 bevelen het openen der omslagen met plooiën waarin de stembrieven steken, het tellen dezer laatste en het inschrijven in het proces-verbaal der gedane bevindingen.

't Is enkel na verloop dezer verrichtingen, doch vóór het onderzoek der stembrieven, dat de omslagen, waarin de door de kiezers van het bezettingsleger neergelegde stembrieven steken, mogen geopend worden.

De verrichtingen voorgeschreven bij het lid, hetwelk het ontwerp bij artikel 180 zoekt toe te voegen, beoogde geheimhouding der stemming te verzekeren. Mengel men al de stembrieven alvorens ze te openen, zoo verhindert men de leden van het bureel en de getuigen zich rekenschap te geven in welken zin de militaire kiezers gestemd hebben.

Het proces-verbaal stelt het getal vast der militaire stembrieven op het bureel toegekomen. Werd er geene onregelmatigheid begaan, dan moet dit getal natuurlijk overeenstemmen met dat der door den voorzitter van het kiescollege overhandigde omslagen. Is dit niet het geval, bijvoorbeeld indien

in een der omslagen geen stembrief gestoken werd, dan zou het proces-verbaal dit feit moeten vermelden.

ART. 2.

Artikel 2 regelt de wijze waarop de kiesgerechtigde leden van het bezettingsleger tot de stemming zullen geroepen worden.

Naar gelang de omstandigheden het toelaten past het ontwerp de beginselen toe waarop de bepalingen van het Kieswetboek gegrondvest zijn.

Luidens artikel 2 van het Kieswetboek wordt de hoedanigheid van kiezer vastgesteld door de inschrijving op de kieslijsten. Om deze hoedanigheid ten opzichte der in Duitschland weerhouden militaire kiezers vast te stellen, voorziet het ontwerp het afleveren van een bewijsschrift waarvan de militaire overheid het formulier naar de gemeentebesturen zal zenden, welke het zullen invullen en desgevallend aanduiden dat belanghebbende op de kieslijsten staat.

Het opmaken dezer getuigschriften mocht niet toevertrouwd worden aan de gemeentebesturen, welke in 't algemeen niet weten of de kiezers der gemeente tot het bezettingsleger behooren of indien deze kiezers den dag der stemming nog in bezet gebied zullen zijn.

Meest al de militaire kiezers zullen onderricht worden over de plaats hunner inschrijving op de lijsten en kunnen ze dan aanduiden aan de overheid met het overhandigen van het formulier van het getuigschrift belast. Zij die kiesgerechtigd zijn of het meenen te zijn en niet weten of zij op de lijsten ingeschreven zijn, zullen de gemeente aanduiden waar zij denken op de lijsten te staan. Het ontwerp voorziet deze twee veronderstellingen zeggende : « zijn of moeten ingeschreven worden ».

Het gemeentebestuur hetwelk een formulier ontvangt aangaande een niet op de lijsten der gemeente ingeschreven militair, maakt dit bij hoogdringendheid over aan de gemeente waar belanghebbende zou mogen ingeschreven worden. In 't algemeen zal de missing in het verzenden der formulieren voortspruiten uit een onnauwkeurige uitlegging der wettelijke bepalingen aangaande de kieswoonplaats en de aanduidingen van het bevolkingsregister zullen volstaan om de gemeente te bepalen waar de inschrijving mocht gedaan worden. Het hoeft inderdaad niet dat het recht om ingeschreven te worden op de lijsten der gemeente, waaraan men het formulier overgemaakt heeft, zeker zij; 't is hierom dat het wetsontwerp de woorden gebruikt: « degene schijnt te zijn waar hij recht heeft op de kieslijsten te staan ».

't Is enkel wanneer een gemeentebestuur geen enkele aanduiding bezit aangaande de plaats waar belanghebbende zou mogen ingeschreven worden, dat het formulier aan den arrondissementscommissaris dient teruggezonden met daarop de melding : « staat niet op de kieslijsten der gemeente... » Het dient er deze melding op te schrijven zelfs wanneer er een dergelijke aanhaling reeds door een ander gemeentebestuur werd opgeschreven.

Al de naar de gemeenten van eenzelfde bestuurlijk arrondissement gezonden formulieren voor bewijsschrift komen bijeen bij den commissaris van dit arrondissement. Deze ambtenaar maakt ze over aan den voorzitter van het kiescol-

lege. Indien zijn arrondissement deel uitmaakt van een kiescollege voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers, vereenigd, voor de verkiezing der Senatoren. met een ander arrondissement voor de Kamer, zoo dienen de formulieren voor bewijsschrift overgemaakt aan den voorzitter van het college voor de Kamer, zelfs indien het hoofdbureel van dit college niet het hoofdbureel is van de senaatverkiezing.

Het zenden aan den vrederechter eener lijst van de in Duitschland weerhouden militaire kiezers tracht te vermijden dat zij voor stemonthouding ten onrechte veroordeeld worden.

De groepeerings der kiezers voor het vormen der stemafdeelingen is een maatregel welke enkel op een tijdstip zoo kort mogelijk bij de verkiezing mag getroffen. Hij zal afhangen van de samenstelling en plaats der troepen, van het aantal en de verdeling der tegenwoordige, onder de wapens zijnde kiezers, van de tusschen de posten bestaande verkeersmiddelen alsmede van de lokalen waarover de militaire overheid beschikt. Om de verrichtingen niet nutteloos in te wikkelen zal men, deze omstandigheden in acht genomen, het aantal der militaire kiesomschrijvingen zooveel mogelijk verminderen, maar om den duur der zitting niet buitenmate te verlengen, zal men vermijden meer dan 500 kiezers in eenzelfde afdeeling te vereenigen.

Het wetsontwerp treedt niet in bijzonderheden aangaande de inrichting der stemverrichtingen : bijeenroeping der kiezers, bepaling van het openings- en sluitingsuur der stemming, enz. Het behoort aan de militaire overheid de opdracht voor de volgens de omstandigheden te treffen schikkingen toe te vertrouwen.

Het Kieswetboek schrijft verschillende maatregelen voor om de vrijheid der kiezers en het geheim der stem enerzijds en de rechtzinnigheid der stemming anderzijds te verzekeren. Het ontwerp past deze maatregelen aan de bijzondere omstandigheden aan waarin de stemming buiten het land moet geschieden, of vervangt ze door andere welke hetzelfde doel nastreven.

De voor elken kiezer bestemde kiesbrieven, worden overgemaakt aan het militair kiesbureel onder gesloten omslag, waarop het zegel van den voorzitter van het kiescollege staat en deze omslag mag enkel geopend worden in tegenwoordigheid van den kiezer wiens naam hij draagt.

In dezen omslag steken twee kiesbrieven, een per Kamer, vervat elk in een open gegomde omslag, welke de kiezer na zijn stemuitbrenging en vóór hem aan het kiesbureel af te geven, zal toeplakken.

Na de stemming worden de gesloten omslagen naar het Hoofdkwartier van het bezettingsleger gezonden. Een door den Luitenant-Generaal Bevelhebber gevolmachtigd officier zal de omslagen ontvangen ; hij zal ze rangschikken per kiesarrondissement en de verzegelde omslagen waarin de andere omslagen steken aan het Groot Hoofdkwartier, te Brussel, overmaken. Deze omslagen zullen onmiddellijk aan de voorzitters der verschillende kiescolleges gezonden worden welke de erin vervatten omslagen ongeopend zullen verdeelen over de in de hoofdplaats van het arrondissement gevestigde opnemingsbureelen.

De omslagen zullen door deze bureelen geopend worden, en de erin vervatte kiesbrieven zullen, ten einde het stemgeheim beter te waarborgen, vóór de opne-

ming gemengeld worden met de andere welke deze bureelen moeten onderzoeken.

De samenstelling der militaire bureelen is geregeld volgens de beginsels, welke de bepalingen van het Kieswetboek tot inrichting der gewone kiesbureelen, hebben ingegeven. De waarborgen voor gezag, bevoegdheid en onpartijdigheid worden verkregen langs verschillende wegen, welke toch denzelfden uitslag geven. Het wetboek verplicht den voorzitter de vier jongste kiezers als bijzitters aan te duiden, welke minstens veertig jaar oud zijn en het driedubbel, of zoo noodig, het tweevoudig stemrecht hebben. Volgens het wetsontwerp wordt deze laatste voorwaarde bij de aanstaande verkiezing vervangen door deze van te kunnen lezen en schrijven. Daar het ontwerp rekening houdt met de gansch bijzondere samenstelling van het militair kieskorps, zoo stelt het voor als bijzitters den officier met den laagsten graad en een soldaat en als secretaris, een onderofficier te doen aanduiden. Alzoo zullen de verschillende graden der legermacht vertegenwoordigd zijn. Daar de ten opzichte van elk kiezer door de militaire bureelen te vervullen pleegvormen minder talrijk zijn dan deze welke aan de gewone bureelen ten laste vallen, zoo wordt het getal bijzitters op twee gebracht.

Het bureel moet worden samengesteld uit kiezers die tot de militaire kiesomschrijving behooren. De hoedanigheid van kiezer der leden van het bezettingsleger wordt vastgesteld door middel van in een omslag gestoken bewijsschriften, hetwelk enkel op den oogenblik der stemming mag geopend worden.

Deze omslagen dragen, wel is waar, van buiten den naam van den kiezer waarvoor zij bestemd zijn, maar het behoort toch, alhoewel de wet hieromtrent niets voorschrijft, dat de omslag welke deze andere omslagen bevat, enkel in 't bijzijn van het bureel door den voorzitter geopend worde, 'maar de omslag waarin de teruggezonden formulieren steken met de melding dat belanghebbende niet op de kieslijsten staat, mag gerust geopend worden; men zou inderdaad van deze stukken geen verkeerd gebruik kunnen maken en indien de omstandigheden het toelaten, kan het zelfs nuttig zijn hun inhoud aan belanghebbenden mede te deelen en hen ontslaan van zich naar de kiesvereeniging te begeven.

De omslag waarin ontkennende bewijsschriften steken wordt tegelijkertijd met de omslagen waarin de omslagen voor de kiezers steken, minstens één dag vóór dien der verkiezing, teruggegeven, en daar de datum voor de vorming van het bureel niet nauwkeurig bepaald is, zoo mag hij op dien oogenblik den door hem aangeduiden bijzitter of secretaris, die niet tot het kieskorps zou behooren, nog vervangen. Het spreekt van zelf dat de te goeder trouw gedane aanduiding van een niet-kiezer als lid van het bureel, niet als een gewichtige onregelmatigheid zou mogen aangezien worden.

Het wetsontwerp schrijft het gebruik niet voor van het materiëel hetwelk volgens het Kieswetboek dient gebezigd. Redenen van stoffelijken aard zijn daartegen gekant en de omstandigheden waarin de stemming geschiedt maken de waarborgen, welke de wet beoogde toen zij het gebruik van een bepaald materiëel voorschreef, minder noodzakelijk. Aldus mogen de stembussen gerust door een mand of eenig ander vat vervangen worden aangezien de stembrieven niet open maar onder gesloten omslag neergelegd worden.

Het ware onmogelijk aan alle militaire kiesbureelen afschutsels te bezorgen en in 't algemeen zullen de lokalen waar de stemming zal geschieden, tot hunne plaatsing ongeschikt zijn. Doch juiste onderrichtingen zullen gegeven worden, opdat, welke ook de inrichting zij der lokalen waar de bureelen zullen vereenigen, de kiezer zijn kiesbrief kunne invullen buiten het bereik van de blikken der aanwezigen en der leden van het bureel zonder nochtans van het toezicht van dit laatste verstoken te zijn. Het stemgeheim en 's kiezers vrijheid zullen in elk geval geheel gewaarborgd zijn.

Gelijk het ten andere uit zijn tekst blijkt zou het hierbijgaand wetsontwerp, hetwelk de Regeering de eer heeft aan de Wetgewende Kamers voor te leggen, enkel toepasselijk zijn op de aanstaande verkiezingen.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.



- PROJET DE LOI

régulant les opérations électorales
en vue du prochain renouvellement
des Chambres Législatives.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur et de Notre Ministre de
la Guerre ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit,
sera présenté en Notre Nom par Notre
Ministre de l'Intérieur et par Notre
Ministre de la Guerre, aux Chambres
Législatives ;

ARTICLE PREMIER.

Il sera procédé aux élections lors du
prochain renouvellement des Cham-
bres législatives conformément aux
dispositions des titres IV à XI du Code
électoral sauf les modifications indi-
quées ci-après ;

Art. 138. — La disposition sui-
vante est ajoutée à cet article :

« Les électeurs des communes où,
par suite des dévastations de la guerre,
il est impossible de procéder au vote,
se réuniront dans une commune voi-

WETSONTWERP

tot regeling der Kiesverrichtingen voor
de aanstaande hernieuwing der
Wetgevende Kamers.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Binnenlandsche Zaken en van
Onzen Minister van Oorlog ;

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen naam, door
Onzen Minister van Binnenlandsche
Zaken en door Onzen Minister van
van Oorlog, den Wetgevende Kamers
voorgelegd worden.

ARTIKEL EEN.

Er zal, bij het aanstaand hier-
nieuwen der Wetgevende Kamers, tot
de verkiezingen overgegaan worden
overeenkomstig de bepalingen der
titels IV tot XI van het Kieswetboek,
behalve volgende wijzigingen :

Art. 138. — Volgende bepaling
wordt aan dit artikel toegevoegd :

« De kiezers der gemeenten waar
» het tengevolge der oorlogsverwoes-
» tigen onmogelijk is tot de stemming
» over te gaan, zullen vergaderen in

sine désignée par un arrêté royal qui déterminera les conditions dans lesquelles les opérations du vote auront lieu. »

Art. 139. — Le texte de cet article est modifié comme suit :

« Lorsque le nombre des électeurs de la commune ou des communes réunies n'excède pas 600, ces électeurs ne forment qu'une seule section de vote. Dans le cas contraire, ils sont répartis en sections de vote dont aucune ne peut compter plus de 600 ni moins de 150 électeurs. »

Art. 140. — Au deuxième alinéa les mots « en aucun cas plus de cinq » sont remplacés par « en aucun cas plus de huit ».

Art. 143. — Les mots : « jouissant du triple vote » qui terminent respectivement le premier et le deuxième alinéa, sont supprimés.

Art. 146 et 151. — Les mots « ... et jouissant du triple vote ou, subsidiairement du double vote » sont remplacés par « ... et sachant lire et écrire ».

Art. 155. — La partie finale de l'avant dernier alinéa, à partir des mots : « la qualité d'électeur... » ainsi que le dernier alinéa sont supprimés.

Art. 163. — Au premier alinéa les mots « quinze jours » sont remplacés par « dix-huit jours ».

Au second alinéa, les mots « vingt jours » et « le quinzième jour » sont respectivement remplacés par « vingt trois jours » et « le dix-huitième jour ».

» eene naburige gemeente, aangeduid
» bij koninklijk besluit, hetwelk de
» voorwaarden bepaalt in dewelke
» de verrichtingen der stemming
» zullen geschieden. »

Art. 139. — De tekst van dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

« Wanneer het getal kiezers der
» gemeente, of der vereenigde gemeenten niet meer bedraagt dan 600,
» vormen deze kiezers eene enkele
» stemafdeeling. In tegenovergesteld
» geval, worden zij geschikt in stemafdeelingen, welk niet meer dan 600
» en niet minder dan 150 kiezers
» mogen bevatten. »

Art. 140. — Bij het tweede lid worden de woorden « doch niet meer dan vijf » door « doch niet meer dan acht » vervangen.

Art. 143. — De woorden « die het driedubbel stemrecht bezitten » onderscheidenlijk op het einde van het eerste en het tweede lid, vallen weg.

Art. 146 en 151. — De woorden « ... en het driedubbel stemrecht, of zoo noodig het dubbel stemrecht bezitten » worden vervangen door « ... en kunnen lezen en schrijven ».

Art. 155. — Het einddeel van het voorlaatste lid, van af de woorden : « zijne hoedanigheid van kiezer... » en het laatste lid vallen weg.

Art. 163. — Bij het eerste lid worden de woorden « vijftien dagen » vervangen door « achttien dagen ».

Bij het tweede lid worden de woorden « twintig dagen » en « den vijftienden dag » onderscheidenlijk vervangen door « drie en twintig dagen » en « den achttienden dag ».

Art. 167. — Au dernier alinéa remplacer « du douzième jour » par « du quinzième jour ».

Art. 169. — Modifier comme suit le texte du deuxième alinéa :

« Les bulletins pour le Sénat et les bulletins pour la Chambre des Représentants sont imprimés sur des papiers de couleur différente. »

Art. 171. — Remplacer les mots : « cent électeurs » par « cent cinquante électeurs ».

Art. 174. — Le premier alinéa est modifié comme suit : « l'électeur reçoit des mains du président un bulletin pour chaque Chambre législative ».

Art. 179. — Ajouter les alinéas suivants :

« Les bulletins déposés par les électeurs faisant partie de l'armée d'occupation sont dépouillés par les bureaux établis au chef-lieu de l'arrondissement électoral.

Le président du collège électoral attribue à ces bureaux, dans l'ordre de leurs numéros et à raison de cent enveloppes pour chaque Chambre, les enveloppes qui lui ont été remises en exécution du litt. L de l'article 2.

Il fait parvenir, le jour de l'élection, avant une heure, les dites enveloppes à ceux des présidents des bureaux de vote qui sont appelés à présider le bureau de dépouillement chargé de dépouiller les bulletins qu'elles contiennent. Le cas échéant, il avertit, dans le même délai, les présidents des bureaux de vote qui sont appelés à

Art. 167. — Bij het laatste lid « van den twaalfden dag » vervangen door « van den vijftienden dag ».

Art. 169. — Den tekst van het tweede lid wijzigen als volgt :

« De kiesbrieven voor den Senaat » en de kiesbrieven voor de Kamer » van Volksvertegenwoordigers worden op papier verschillend van » kleur gedrukt. »

Art. 171. — De woorden : « honderd kiezers » vervangen door : « honderd vijftig kiezers ».

Art. 174. — Het eerste lid wordt gewijzigd als volgt : « de kiezer ontvangt uit de handen van den voorzitter en stembrief voor iedere wetgevende Kamer ».

Art. 179. — De volgende leden bijvoegen :

« De stembrieven neergelegd door » de kiezers van het bezettend leger » worden opgenomen door de bureaulen welke gevestigd zijn in de hoofdplaats van het kiesarrondissement. » De voorzitter van het kiescollege » kent aan deze bureaulen, in de volgende hunner nummers en ten getale van honderd omslagen voor iedere Kamer, de omslagen toe » welke hem, in uitvoering van littera L van artikel 2, werden overhandigd.

» Den dag der kiezing, vóór één » uur, doet hij genoemde omslagen » geworden aan degenen der voorzitters van de stembureaulen, die » geroepen zijn om het opnemingsbureau, dat met het opnemen der in » de omslagen vervatte kiesbrieven » belast is, voor te zitten. Desgevallend verwittigt hij, in dezelfde tijd-

présider un bureau de dépouillement du chef-lieu d'arrondissement et qui ne doivent pas recevoir de bulletin de ce genre. »

Art. 180. — Ajouter l'alinéa suivant : « Si le bureau est chargé de dépouiller des bulletins déposés par des électeurs appartenant à l'armée d'occupation, le président, après avoir fait procéder aux opérations prescrites par les deux premiers alinéas du présent article, compte les enveloppes contenant les dits bulletins qui lui ont été remises, les ouvre et, sans déplier les bulletins qu'elles contiennent, mêlent ceux-ci aux autres bulletins que le bureau est appelé à dépouiller. Il est fait mention de ces opérations au procès-verbal qui constate le nombre des bulletins reçus par le bureau. »

ART. 2.

A. Trente jours au moins avant le scrutin, l'autorité militaire transmet : 1° pour tous les officiers, 2° pour les sous-officiers, caporaux et soldats ayant fait partie de l'armée avant le 12 novembre 1918, qui seront retenus en territoire occupé le jour du scrutin, à l'administration des communes sur les listes desquelles ces militaires sont ou doivent être inscrits, un certificat constatant que l'intéressé ne peut se rendre en Belgique le jour de l'élection et indiquant la circonscription électorale militaire à laquelle il appartient.

B. Les administrations communales transmettent ces certificats, dans les

» ruimte, de voorzitters der stem-
» bureelen, die geroepen zijn om een
» opnemingsbureel van de arrondis-
» sementshoofdplaats voor te zitten
» en die geen dergelijke stembrieven
» moeten ontvangen »

Art. 180. — Volgend lid bijvoegen : « Indien het bureel belast is » met het opnemen van de kiesbrieven » neergelegd door aan het bezettend » leger toebehoorende kiezers, dan » telt de voorzitter na te hebben doen » overgaan tot de bij de eerste leden » van dit artikel voorgeschreven ver- » richtingen, de hem overhandigde » stembrieven, en zonder de zich erin » bevindende stembrieven te ont- » plooiën, mengelt hij ze met de » overigekiesbrieven welke het bureel » gehouden is op te nemen. Er wordt » van deze verrichtingen melding » gemaakt in het proces-verbaal het- » welk de door het bureel ontvangen » stembrieven vaststelt. »

ART. 2.

A. Dertig dagen ten minste vóór de stemming, zendt de militaire overheid :

1° Voor al de officieren ; 2° voor de onderofficieren, korporaals en soldaten die deel uitgemaakt hebben van het leger vóór 12 November 1918 en die den dag der stemming in het bezet gebied zullen weerhouden zijn, aan het bestuur der gemeenten op welker lijsten deze militairen ingescheven zijn of moeten worden, een bewijs vaststellend dat belanghebbende zich niet naar België kan begeven op den dag der kiezing en opgevende de militaire kiesomschrijving waartoe hij behoort.

B. De gemeentebesturen zenden deze bewijzen, binnen de vier-en-

vingt-quatre heures de leur réception, au commissaire d'arrondissement après les avoir munis d'une mention attestant que le militaire y dénommé est inscrit sur les listes électorales de la commune.

Si le militaire mentionné sur le certificat n'est pas inscrit sur les listes électorales de la commune, l'administration communale transmet, dans le même délai, le certificat qui le concerne à l'administration de la commune qui, d'après les énonciations des registres de population, semble être celle où il a droit de figurer sur les listes électorales, après y avoir inscrit la mention : « ne figure pas sur les listes électorales de la commune de. . . . ».

Les certificats qui, dans les conditions indiquées ci-dessus, ne peuvent être transmis à une autre commune, sont envoyés immédiatement au commissaire d'arrondissement avec la mention : « ne figure pas sur les » listes électorales de la commune de. . . . ».

C. Vingt jours avant le scrutin, le commissaire d'arrondissement transmet au président du collège électoral, sous pli recommandé à la poste, tous les certificats qui lui sont parvenus.

D. Le commissaire d'arrondissement dresse, par canton de justice de paix, un état indiquant le nom des électeurs militaires retenus en Allemagne ainsi que la commune sur les listes électorales desquelles ils sont inscrits.

Il fait parvenir ces états aux juges de paix compétents deux jours au moins avant le scrutin.

E. Les présidents des collèges électoraux font préparer pour chaque militaire dont la qualité est établie par

twintig uur hunner ontvangst, aan den arrondissementscommissaris na erop te hebben bevestigd dat erin vermelde militair op de kieslijsten der gemeente ingeschreven is.

Indien de op het bewijs vermelde militair niet ingeschreven is op de kieslijsten der gemeente, dan zendt het gemeentebestuur, binnen hetzelfde tijdsbestek, het hem betreffende bewijs aan de gemeente welke, volgens de opgaven van de bevolkingsregisters, deze schijnt te zijn waar hij recht heeft op de kieslijsten vermeld te worden, na erop te hebben aange- teekend : « staat niet de op kieslijsten der gemeente ».

De bewijzen die, in hierboven opgegeven voorwaarden, niet aan een andere gemeente kunnen overgemaakt worden, worden onmiddellijk aan den arrondissementscommissaris gezonden met de melding : « staat niet op de kieslijsten der gemeente ».

C. Twintig dagen vóór de stemming, zendt de arrondissementscommissaris door een ter postaangeteekenden brief, aan den voorzitter van het kiescollege de hem toegekomen bewijzen.

D. De arrondissementscommissaris maakt, per vrederechtskanton, een staat op met den naam van de in Duitschland weerhouden militaire kiezers en de gemeente op welker kieslijsten zij ingeschreven zijn.

Het zendt deze staten aan de bevoegde vrederechters ten minste twee dagen vóór de kiezing.

E. De voorzitters der kiescolleges doen voor elken militair, wiens hoedanigheid van kiezer blijkt uit de

les certificats transmis en vertu du
littéra C trois enveloppes dont l'une
porte comme suscription : « Elections
législatives du M.
(le nom de l'électeur) et ème
circonscription électorale militaire »,
les deux autres : « Elections législa-
tives du arrondissement élec-
toral de } Chambre
ou
Sénat. »

Ces deux dernières enveloppes sont
de la couleur du bulletin qu'elles doi-
vent contenir. Un bulletin électoral
pour la Chambre et un bulletin élec-
toral pour le Sénat sont placés, pliés
en quatre et mis à l'extérieur du cachet
du Président du collège électoral, chacun
dans l'enveloppe destinée à la recevoir.
L'enveloppe, gommée, est laissée ou-
verte.

Les deux enveloppes contenant les
bulletins sont placées ainsi que le cer-
tificat concernant l'électeur, dans
l'enveloppe mentionnée en premier
lieu. Cette enveloppe est fermée et
munie du cachet du président du col-
lège électoral. Les certificats au nom
de militaires qui n'étaient pas inscrits
sur les listes électorales sont classés
par circonscription électorale militaire.
Ils sont placés sous des enveloppes
spéciales portant pour suscription :
« Elections législatives du Certificats
délivrés au nom de militaires qui ne
sont pas inscrits sur les listes électo-
rales ème circonscription mili-
taire. »

Les enveloppes destinées aux élec-
teurs militaires et celles qui contien-
nent des certificats délivrés au nom de
militaires non électeurs, sont classées
par circonscription électorale militaire
et placées dans des enveloppes portant
comme suscription : « Elections législa-

getuigschriften overgemaakt ingevolge
letter C, drie omslagen opmaken met
opschrift voor het eerste : « Wet-
gevende verkiezingen van
M. : (naam des kiezers)
en * militaire kiesomschrij-
ving »; voor de twee andere : « Wet-
gevende verkiezingen van het
* kiesarrondissement } Kamer
of
Senaat. »

Beide laatste omslagen hebben de
kleur van de brieven welke zij moeten
bevatten. Een kiesbrief voor de Kamer
en een kiesbrief voor den Senaat wor-
den, in viereën geplooid en uitwendig
met den stempel van den voorzitter
van het kiescollege bekleed, in het
ervoor bestemde omslag gestoken. Het
gegoinde omslag wordt open gelaten.

De twee omslagen met de brieven
worden te zamen met het bewijs be-
treffende den kiezer, in het eerstver-
melde omslag gestoken. Dit omslag is
dicht gedaan en voorzien van den
stempel van den voorzitter van het
kiescollege. De bewijzen op naam van
militairen die niet ingeschreven waren
op de kieslijsten, worden per militaire
kiesomschrijving gerangschikt; zij
worden in bijzondere omslagen ge-
stoken welke het opschrift dragen :
« Wetgevende verkiezingen van
Bewijzen afgeleverd op naam van
militairen die niet ingescheven zijn op
de kieslijsten * militaire om-
schrijving. »

De omslagen voor de militaire kie-
zers bestemd en deze welke bewijzen
bevatten afgeleverd op niet stemge-
rechtigde militairen, worden gerang-
schikt per militaire kiesomschrijving
en gestoken in omslagen welke het
opschrift dragen : « Wetgevende ver-

tives du Arrondissement électoral de ème circonscription électorale militaire.

Toutes ces enveloppes sont envoyées au plus tard le huitième jour avant le scrutin au Ministre de l'Intérieur, à Bruxelles, qui transmet immédiatement tous les plis au Quartier général de l'armée d'occupation.

Ces plis sont immédiatement remis au président du bureau principal, établi conformément au littera G ci-après.

F. La zone occupée sera divisée, pour les opérations du vote, en circonscriptions électorales dont le nombre et l'étendue seront déterminées par un arrêté royal.

G. Dans chaque circonscription sera établi un bureau présidé par l'officier du plus haut grade résidant dans la circonscription ou par son délégué.

Le président désignera parmi les électeurs de la circonscription, en qualité d'assesseurs, l'officier le moins élevé en grade ainsi qu'un soldat, et, en qualité de secrétaire, un sous-officier.

Le bureau établi dans la localité siège du Quartier général fera fonctions de bureau principal pour la répartition des plis entre les circonscriptions électorales, la réception et la transmission des enveloppes et documents de l'élection.

Il se réunira, l'avant veille du jour fixé pour le vote, à l'effet de répartir entre les circonscriptions électorales les enveloppes contenues dans les plis remis au président en exécution du littera *F*. Ces enveloppes mises sous pli cacheté, à l'adresse de chacun des présidents des circonscriptions électorales, seront immédiatement envoyées à leur destinataire.

» kiezingen van Kiesarrondissement van militaire kiesomschrijving ».

Al deze omslagen worden ten laatste den achsten dag vóór de stemming gezonden aan den Minister van Binnenlandse Zaken, te Brussel, die al de omslagen onmiddellijk overmaakt aan het Hoofdkwartier van het bezettingsleger.

Deze omslagen worden onmiddellijk besteld aan den voorzitter van het hoofdkiesbureau ingesteld overeenkomstig letter *G* hierna.

F. De bezette strook wordt, voor de kiesverrichtingen, verdeeld in kiesomschrijvingen waarvan het getal en de uitgestrektheid bepaald worden bij koninklijk besluit.

G. In elke omschrijving zal een bureau ingericht worden voorgezeten door den hoogst in graad zijnden officier die in de kiesomschrijving verblijft of door zijn afgevaardigde.

De voorzitter zal onder de kiezers der omschrijving als bijzitter aanduiden den laagst in graad staanden officier alsmede een soldaat en, als secretaris, een onderofficier.

Het terplaats van het Hoofdkwartier gevestigde bureau zal als hoofdbureau dienst doen voor de verdeling der omslagen onder de kiesomschrijvingen, de ontvangst en de verzending der omslagen en stukken voor de kiezing.

Het zal twee dagen vóór de stemming bijeenkomen ten einde onder de kiesomschrijvingen de omslagen te verdeelen welke bevat zijn in de aan den voorzitter bestelde omslagen in uitvoering van letter *F*. Deze omslagen zullen, in verzegeld omslag, aan het adres van elk der voorzitters van de kiesomschrijvingen, onmiddellijk aan hun bestemming gezonden worden.

H. L'élection dans le territoire occupé aura lieu trois jours avant celui qui est fixé pour les opérations du vote en Belgique.

I. A l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, les membres du bureau prêtent le serment suivant : Je jure de garder le secret des votes.

Le président prend successivement chaque enveloppe et, sans l'ouvrir, appelle l'électeur qui s'y trouve mentionné. Lorsque l'électeur se présente, le président ouvre le pli, en retire les enveloppes contenant les bulletins de vote et les remet à l'électeur.

Celui-ci se rend à l'endroit réservé pour le vote, formule son suffrage et referme chaque enveloppe après y avoir remplacé son bulletin.

Il se présente ensuite devant le bureau et remet ses enveloppes au président qui constate si elles sont closes.

Le nom des électeurs qui n'ont pas répondu à l'appel est inscrit au procès-verbal avec l'indication, si possible, des motifs de leur abstention.

J. A l'heure fixée pour la clôture du scrutin ou avant cette heure si tous les électeurs de la circonscription ont pris part au vote, le président place sous pli cacheté, séparément pour chaque Chambre, les enveloppes contenant les bulletins de vote remis par les électeurs. Il place sous plis distincts, 1° les enveloppes destinées à des électeurs qui ne se sont pas présentés pour voter, 2° le procès-verbal de l'élection, signé par tous les membres du bureau et auquel sont joints les certificats concernant les électeurs qui ont voté.

H. De verkiezing in het bezet gebied, zal plaats hebben drie dagen voor dien bepaald voor de verrichtingen der stemming in België.

I. Op het uur bepaald voor het openen der stemming, leggen de leden van het bureel volgenden eed af : Ik zweer het geheim der stemming te bewaren.

De voorzitter neemt achtereenvolgens elk omslag en, zonder het te openen, roept hij den kiezer op wiens naam het staat. Zoodra de kiezer zich aanbiedt, opent de voorzitter het omslag, trekt er de omslagen uit welke de kiesbrieven bevatten en overhandigt ze aan den kiezer.

Deze begeeft zich naar de voor de stemming voorbehouden plaats, brengt zijne stem uit en sluit elk omslag na er zijn kiesbrief terug ingestoken te hebben.

Hij verschijnt daarna opnieuw voor het bureel en geeft zijn omslagen af aan den voorzitter die vastelt of zij goed gesloten zijn.

De naam der kiezers die niet opgekomen zijn wordt in het proces-verbaal opgeteekend met aanduiding, als het mogelijk is, van de reden der onthouding.

J. Op het uur bepaald voor het sluiten der stemming, of vóór dit uur, indien al de kiezers der omschrijving aan de stemming hebben deelgenomen, steekt de Voorzitter onder verzegeld omslag, afzonderlijk voor elke Kamer, de omslagen met de door de kiezers afgegeven kiesbrieven. Hij steekt in afzonderlijke omslagen : 1° de omslagen bestemd voor kiezers die niet opgekomen zijn voor de stemming ; 2° het proces-verbaal der verkiezing, geteekend door al de leden van het bureel en waarbij gevoegd zijn de bewijzen betreffende de kiezers die gestemd hebben.

Le secrétaire, accompagné de l'un des assesseurs, transporte immédiatement les divers plis au quartier général et les remet contre récépissé à l'officier délégué par le Lieutenant Général Commandant pour les recevoir.

K. L'officier délégué ouvre, au fur et à mesure de leur réception, les plis contenant les enveloppes dans lesquelles se trouvent les bulletins de vote. Il classe ces enveloppes séparément pour chaque Chambre, d'après l'arrondissement électoral auquel elles se rapportent. Lorsque les enveloppes transmises par les bureaux de toutes les circonscriptions ont été ainsi classées, il les place sous des plis cachetés à l'adresse du président du bureau principal des divers collèges électoraux.

L. Il assure, dans le plus bref délai possible, l'envoi de ces divers paquets au Grand Quartier Général à Bruxelles, qui, d'urgence, fera parvenir ces divers plis à destination. Il adresse, dans les cinq jours, au Greffier de la Chambre des Représentants, les autres plis qui lui ont été remis en exécution du litt. J.

Donné à Ciergnon, le 21 août 1919.

De secretaris, vergezeld door een der bijzitters, brengt de verschillende omslagen onmiddellijk naar het hoofdkwartier en geeft ze tegen ontvangstbewijs af aan den voor de ontvangst door den Luitenant Generaal Bevelhebber gemachtigden officier.

K. De gemachtigde officier opent naar mate de ontvangst de omslagen met de omslagen waarin de kiesbrieven steken.

Hij rangschikt deze omslagen afzonderlijk voor elke kamer, naarvolgens het kiesarrondissement tot dewelke zij behooren.

Als de omslagen overgemaakt door bureelen van al de omschrijvingen aldus gerangschikt zijn, steekt hij ze onder verzegeld omslag aan het adres van den voorzitter van het hoofdbureel der verschillende kiescolleges.

L. Hij zorgt er voor dat deze verschillende pakjes, in den korsten tijd, gezonden worden aan het Groot Hoofdkwartier te Brussel, hetwelk deze verschillende omslagen, bij hoogdringendheid ter bestemming zal doen toekomen. Het zal de andere omslagen die in uitvoering van letter J toegezonden worden, binnen de vijf dagen, aan den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers toezenden.

Gegeven te Ciergnon, den 21^a Augustus 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

Fg. MASSON.